Registre des délibérations du conseil municipal

L'an deux mille vingt-cinq, le deux juin à dix-huit heures trente minutes, le conseil municipal de la commune de Lussat, dûment convoqué, s'est réuni, en session ordinaire, à la Mairie sous la présidence de monsieur Dominique DUCHÉ, maire.

Date de convocation du conseil municipal : le 26 mai 2025

Présents : DUCHÉ Dominique, TISSANDIER Isabelle, LEY Pierre, MOREAU Nicolas, REIGNAT Cédric, BAUDRAS Thierry, GOUTTEFANGEAS Stéphane, DELARBRE-BELOT Stéphanie, DEMAS Agathe, ARSAC Hervé, CHARBONNEL-BRYAN Florence, GARRAUD Frédéric, FRANCHAISSE Nicolas à partir de 19h00

Absents : BOURDERIONNET Isabelle, FRANCHAISSE Nicolas jusqu'à 19h00

Procurations :

Secrétaire de séance : TISSANDIER Isabelle

Approbation du procès-verbal de la séance précédente.....	1
Devis pour la plateforme de l'abri bus : N° 25 06 02-1.....	2
Devis étude SERCA bassin de rétention gymnase : N° 25 06 02-2.....	2
Groupement de commandes matériel informatique : N° 25 06 02-3.....	3
Groupement de commandes vérification périodiques : N° 25 06 02-4.....	5
Proposition financière JVS Offre Horizon Villages Infinity : N° 25 06 02-5	6
Participation achat téléphone pour agent communal : N° 25 06 02-6	7
Choix d'un prestataire Algeco si ouverture d'une 5 ^{ème} classe à l'école : N° 25 06 02-7.....	7
Délibération pour modifier le règlement intérieur de l'Epigée pour annulation en cas de force majeure : N° 25 06 02-8	8
Questions diverses.....	8
Conditionnement de stationnement place de la Mairie.....	8

Approbation des procès-verbaux de la séance précédente

Le conseil municipal approuve, à l'unanimité des membres présents, le procès-verbal de la séance du 7 avril 2025.

Devis pour la plateforme de l'abri bus : N° 25 06 02-1

Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal la délibération N° 25 02 03-6 pour déposer un dossier de demande de subvention auprès de la Région du Puy-de-Dôme concernant l'abri bus à l'arrêt « aire de covoiturage » devant le cimetière qui a été enlevé par la Région.

Pour rappel la construction de la dalle béton est à la charge de la commune, et la Région fournit et pose l'abri bus.

Monsieur le maire présente donc à l'assemblée le devis de la société MANUEL CONSTRUCTION pour la dalle béton de l'abri bus :

- Devis d'un montant de 1.646,00 € H.T soit 1.975,20 € TTC

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de commander les travaux pour la pose de la plateforme de l'abri bus.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité, accepte la proposition de Monsieur le Maire et l'autorise à passer commande pour la pose de la plateforme de l'abri bus auprès de la société MANUEL CONSTRUCTION d'un montant de 1.646,00 € H.T, soit 1.975,20 € TTC.

Le paiement de la facture sera effectué sur le budget investissement de la commune

Devis étude SERCA bassin de rétention gymnase : N° 25 06 02-2

Monsieur le Maire informe l'assemblée qu'il est envisagé de modifier la gestion des eaux pluviales au gymnase. Il convient donc de réaliser une étude de faisabilité avec différentes propositions afin d'orienter la décision du Conseil Municipal.

Il présente à l'assemblée un devis de la société SERCA concernant cette étude pour la gestion des eaux pluviales par infiltration.

Le montant du devis s'élève à 3.500,00 € H.T, soit 4.200,00 € TTC.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de faire réaliser cette étude par la société SERCA.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, accepte la proposition de Monsieur le Maire et l'autorise à signer le devis concernant l'étude pour la gestion des eaux pluviales par infiltration au gymnase. Le règlement de la facture sera réalisé sur le budget investissement de la commune.

Objet : Adhésion au groupement de commandes en vue de l'achat de matériel informatique et logiciels bureautiques usuels

Exposé des motifs :

L'article L2113-6 du code de la commande publique offre la possibilité aux acheteurs de coordonner et regrouper leurs achats pour satisfaire à des besoins ponctuels ou permanents. L'objectif recherché est de mettre en œuvre des marchés communs permettant d'optimiser les procédures, les coûts et de réduire les risques juridiques.

Après avoir réalisé un recensement auprès des communes et du CIAS de Riom Limagne et Volcans, un groupement de commandes peut être mis en œuvre tant pour les besoins propres de la communauté d'agglomération, que pour ceux des autres membres souhaitant y être associés.

La liste des achats concernés par le présent groupement de commandes est le renouvellement régulier du parc matériel informatique (pc, serveur, périphériques type écrans, claviers, souris ...) et des logiciels bureautiques usuels (pack Office, anti-virus ...).

La consultation objet du groupement sera passée selon un accord-cadre à marchés subséquents, pour une première période initiale d'un an et reconductible pour 2 périodes d'un an. Cette procédure permet de présélectionner trois prestataires qui seront remis en concurrence à chaque nouveau besoin.

La consultation sera décomposée comme suit :

- Lot n°1 : postes de travail neufs,
- Lot n°2 : logiciels,
- Lot n°3 : Matériels infrastructure neufs,
- Lot n°4 : postes de travail et matériels infrastructures reconditionnées.

Le groupement de commande est formalisé via une convention de groupement qui détermine les modalités de fonctionnement du groupement et la répartition des interventions entre les différents membres ainsi que les besoins de chaque membre.

Riom Limagne et Volcans interviendra en qualité de coordonnateur du groupement et assurera, à ce titre, l'ensemble des procédures de passation des marchés jusqu'à la notification de l'accord-cadre et des marchés subséquents tels que définie dans la convention de groupement.

Chaque membre s'engage à exécuter le marché à hauteur de ses besoins respectifs.

Le choix des attributaires de l'accord-cadre sera réalisé par la commission d'appel d'offres du coordonnateur du groupement. Pour chaque marché subséquent, le choix de l'attributaire sera effectué par le représentant du coordonnateur, après avoir recueilli m'avis du ou des membres concernés.

Le groupement prendra fin au terme de l'accord-cadre.

Au regard des montants maximums estimatifs figurant en annexe à la convention, la procédure retenue est la procédure d'appel d'offres ouvert.

Après recensement des besoins, seront membres du groupement de commandes : les communes de

Chappes, Ennezat, Entraigues, Lussat, Malintrat, Martres-sur-Morge, Martres d'Artière, Saint-Laure, Surat, Varennes-sur-Morge, Riom, Chambaron sur Morge, Enval, Ménétrol, Mozac, Saint-Bonnet-près-Riom, Châtel-Guyon, Pulvérières, Sayat, Volvic, Saint-Ignat, le CIAS de Riom Limagne et Volcans et la Communauté d'Agglomération Riom Limagne et Volcans.

Délibération

Vu le Code de la Commande Publique et notamment son article L2113-6,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 1414-3 et L 2122-21-1,

Considérant la possibilité de constituer un groupement de commandes pour l'achat de matériel informatique et logiciels bureau tique usuels afin d'optimiser les procédures de consultation,

Considérant les besoins de la commune annexés à la convention de groupement de commandes,

Considérant la proposition de groupement de commandes entre les communes de Chappes, Ennezat, Entraigues, Lussat, Malintrat, Martres-sur-Morge, Martres d'Artière, Saint-Laure, Surat, Varennes-sur-Morge, Riom, Chambaron sur Morge, Enval, Ménérol, Mozac, Saint-Bonnet-près-Riom, Châtel-Guyon, Pulvérières, Sayat, Volvic, Saint-Ignat, le CIAS de Riom Limagne et Volcans et la Communauté d'Agglomération Riom Limagne et Volcans,

Considérant que la consultation objet du groupement sera passée selon un accord-cadre à marchés subséquents, pour une première période initiale d'un an et reconductible pour 2 périodes d'un an, et décomposée comme suit :

- Lot n°1 : postes de travail neufs,
- Lot n°2 : logiciels,
- Lot n°3 : Matériels infrastructure neufs,
- Lot n°4 : postes de travail et matériels infrastructures reconditionnées,

Considérant que le groupement de commande est formalisé via une convention de groupement qui détermine les modalités de fonctionnement du groupement et la répartition des interventions entre les différents membres ainsi que les besoins de chaque membre,

Considérant que RLV interviendra en qualité de coordonnateur du groupement et assurera, à ce titre, l'ensemble des procédures de passation jusqu'à la notification de l'accord-cadre et des marchés subséquents tels que définie dans la convention de groupement,

Considérant qu'il appartiendra à chaque membre d'assurer le paiement, dans les conditions prévues dans les documents contractuels,

Considérant que le choix des attributaires de l'accord-cadre sera réalisé par la Commission d'Appel d'Offres de RLV, et celui des marchés subséquents sera effectué par le représentant du coordonnateur, après avoir recueilli l'avis du ou des membres concernés,

Considérant que le groupement prendra fin au terme à l'expiration de l'accord-cadre,

Le conseil municipal, Monsieur le Maire entendu et après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents ou représentés, décide :

- d'approuver l'adhésion au groupement de commandes auquel participeront, au regard de leurs besoins définis en annexe de la convention la Communauté d'Agglomération de Riom Limagne et Volcans, le CIAS de Riom Limagne et Volcans et les communes désignées dans la convention,
- d'accepter que la Communauté d'Agglomération de Riom Limagne et Volcans soit désignée comme coordonnateur du groupement ainsi formé,
- d'accepter les termes de la convention constitutive de groupement de commandes pour les besoins propres aux membres du groupement,

- d'accepter que la Commission d'attribution de l'accord-cadre soit la Commission d'Appel d'Offres du coordonnateur, et que l'attribution des marchés subséquents soit effectuée par le représentant du coordonnateur après avoir recueilli l'avis du ou des membres concernés,
- d'autoriser le représentant du coordonnateur à signer l'accord-cadre et les marchés subséquent, ainsi que tous les documents inhérents à ces procédures,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention de groupement.

Groupement de commandes vérification périodiques : N° 25 06 02-4

Objet : Adhésion au groupement de commandes relatif à la réalisation des vérifications périodiques règlementaires

Exposé des motifs :

Les acheteurs ont la possibilité de coordonner et regrouper leurs achats pour satisfaire à des besoins ponctuels ou permanents. L'objectif recherché est de mettre en œuvre des marchés communs permettant d'optimiser les procédures, les coûts et de réduire les risques juridiques.

Après avoir réalisé un recensement, un groupement de commandes peut être mis en œuvre pour les besoins propres de chaque membre concernant la réalisation des vérifications périodiques règlementaires. Les membres du groupement seront désignés dans la convention de groupement.

Vu le Code de la Commande Publique et notamment son article L2113-6,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 1414-3 et L 2122-21-1,

Considérant les besoins en matière de vérifications périodiques règlementaires qui pour la commune de LUSSAT s'élèvent à :

Période du marché	Montant estimatif € HT
Période 1 (annuelle) : 2026	1.550,00 €
Période 2 (annuelle) : 2027	1.600,00 €
Période 3 (annuelle) : 2028	1.650,00 €

Considérant que le groupement de commande est formalisé via une convention de groupement qui détermine les modalités de fonctionnement du groupement et la répartition des interventions entre les différents membres,

Considérant que la communauté d'Agglomération interviendra en qualité de coordonnateur du groupement et assurera, à ce titre, l'ensemble de la procédure de passation des marchés tels que définie dans la convention de groupement,

Considérant qu'il appartiendra à chaque membre d'en assurer leur exécution, dans les conditions prévues dans les documents contractuels,

Considérant que le choix de l'attributaire sera réalisé par la Commission des marchés en procédure adaptée du coordonnateur,

Considérant que le groupement prendra fin au terme de la procédure de passation après notification du marché,

Délibération

Le conseil municipal, Monsieur le Maire entendu et après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents ou représentés, décide :

- d'approuver l'adhésion au groupement de commandes auquel participeront, au regard de leurs besoins définis en annexe de la convention la Communauté d'Agglomération de Riom Limagne et Volcans et les communes désignées dans la convention,
- d'accepter les termes de la convention constitutive de groupement de commandes pour les besoins propres aux membres du groupement,
- d'accepter que la Communauté d'Agglomération de Riom Limagne et Volcans soit désignée comme coordonnateur du groupement ainsi formé,
- d'autoriser le représentant du coordonnateur à signer le marché correspondant,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention de groupement.

Proposition financière JVS Offre Horizon Villages Infinity : N° 25 06 02-5

Monsieur le Maire présente à l'assemblée un devis de JVS MAIRISTEM, notre fournisseur de logiciel métier pour le secrétariat de mairie, concernant l'offre Horizon Villages Infinity.

Cette offre permet un accompagnement par un coach dédié avec une assistance prioritaire et des formations illimitées sur les logiciels selon nos besoins.

Le montant annuel de l'offre s'élève à 6.220,00 € H.T soit 7.464,00€ TTC, la durée de l'engagement est de 3 ans.

Monsieur le Maire propose de donner une suite favorable à ce devis pour une amélioration de l'utilisation des logiciels par le personnel administratif.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, accepte l'offre de Monsieur le Maire et l'autorise à signer le devis d'un montant de 6.220,00 € H.T, soit 7.464,00 € TTC.

Participation achat téléphone pour agent communal : N° 25 06 02-6

Monsieur LEY Pierre, Adjoint au Maire en charge du personnel des services techniques, informe l'assemblée qu'il est nécessaire de renouveler le téléphone portable d'un de nos agents techniques M. GROLLET Jérôme, ce dernier a cassé son téléphone actuel.

M. GROLLET Jérôme a acheté un nouveau téléphone et Monsieur le Maire propose donc de verser, sur présentation de la facture d'achat du téléphone, une participation de 130,00 € à M. GROLLET Jérôme.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, accepte de verser une participation de 130 € à M. GROLLET Jérôme, sur présentation de la facture d'achat du nouveau téléphone. Il est précisé que la participation ne sera pas renouvelée en cas de casse prématurée de l'appareil.

Choix d'un prestataire Algeco si ouverture d'une 5^{ème} classe à l'école : N° 25 06 02-7

Monsieur le Maire informe l'assemblée que si les services académiques sont favorables à l'ouverture d'une cinquième classe à l'école à compter de la rentrée de Septembre 2025, il serait donc nécessaire d'installer provisoirement des locaux modulaires dans la grande cour de l'école.

Monsieur le Maire et Monsieur Stéphane GOUTTEFANGEAS, conseiller délégué, ont fait réaliser deux devis pour la location des modules, l'installation et la désinstallation de locaux modulaires dans la cour pour une année scolaire (12 mois) :

Monsieur Stéphane GOUTTEFANGEAS présente donc à l'assemblée les devis de l'entreprise BCM et de l'entreprise ALGECO :

- Devis de l'entreprise BCM d'un montant de 8.056,42 € H.T soit 9.967,70 € TTC
- Devis de l'entreprise ALGECO d'un montant de 13.589,03 € H.T. soit 16.306,84 € TTC

Monsieur Stéphane GOUTTEFANGEAS propose au Conseil Municipal de retenir l'entreprise BCM.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, accepte la proposition de Monsieur Stéphane GOUTTEFANGEAS et autorise Monsieur le Maire à passer commande auprès de l'entreprise BCM pour un montant de 8.056,42 € H.T, soit 9.667,70 € TTC et demande le règlement de la facture sur le budget investissement de la commune.

Délibération pour modifier le règlement intérieur de l'Épîgée pour annulation en cas de force majeure : N° 25 06 02-8

Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal la délibération N° 19 12 13-4 concernant la mise en place du règlement intérieur pour réguler l'utilisation de l'Espace Culturel l'ÉPIGÉE.

Monsieur le Maire propose de modifier l'article 3 du règlement intérieur : coût de la location
En effet en cas d'annulation tardive inférieure à J-30 pour cas de force majeure, il propose deux solutions :

- Remboursement total de la réservation
- Remboursement partiel soit 50 % de la réservation

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, décide par 12 voix pour et 1 voix contre de modifier l'article 3 du règlement intérieur de l'Espace Culturel l'ÉPIGÉE en cas d'annulation tardive pour cas de force majeure par le remboursement total de la réservation après avis du bureau municipal.

Questions diverses

Conditionnement de stationnement place de la Mairie

Suite à l'aménagement de la place de la mairie, il a été décidé de mettre un panneau limitant le stationnement à 2 heures au niveau des 5 nouvelles places créées.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19h35

Signatures

DUCHÉ Dominique

TISSANTDIER Isabelle